

## *Avertissement à tous les travailleurs*

# La terreur jaune en Espagne

Après la chute de la Catalogne, la presse réactionnaire s'est mise à publier des photographies et des récits abracadabrants sur la persécution et les tortures faites par les « rouges ». Tout le goût du feuilleton sensationnel nourri par la vénalité du journalisme bourgeois s'exprima par des titres gras et des clichés pour consacrer la victoire de Franco dans une tempête de calomnies. Dans la même presse on parle de la « générosité française » et du « traitement accueillant » réservé aux réfugiés espagnols qui mouraient quotidiennement de faim et de froid par dizaines !

De son côté, la presse stalinienne et réformiste commentant les persécutions déclanchées par les fascistes, se tait soigneusement sur le caractère de la répression anti-prolétarienne du Front populaire, qui précéda et rendit possible l'œuvre actuelle de Franco. Nombreux sont les militants condamnés ou fusillés après la chute de Barcelone, qui furent surpris par les armées fascistes dans les prisons du Front populaire.

Ni la presse pro-franquiste, ni celle du Front populaire, ne sont en état de dire la vérité sur le caractère et les méthodes de la répression gouvernementale. La légende rouge grâce à laquelle la première cache sa propre férocité de classe oblige les journaux à servir à profusion des fables terrifiantes, inouïes. Quant à la seconde, elle veut seulement empêcher la connaissance de ses propres crimes contre le mouvement révolutionnaire. Mais nous, nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du prolétariat : cela nous permet et nous oblige à dénoncer l'aspect réactionnaire de la répression gouvernementale.

A partir des journées de mai 1937, la répression politique se tourna principalement contre l'avant-garde révolutionnaire et le mouvement ouvrier en général. On peut juger du genre et des méthodes pratiquées dans la répression par les paroles d'Irujo, catholique et ex-ministre de la Justice, qui déclara au procès du POUM qu'après le mois de mai, « la répression contre les révolutionnaires dans la zone républicaine était plus violente que dans la zone franquiste » ; « on assassinait les révolutionnaires au coin des rues ». On a souvent publié les noms des victimes les plus connues internationalement : Nin, Berneri, Wolf, Landau, Moulin ; mais il est impossible d'énumérer, ni même de connaître, tous les militants morts de la main du terrorisme stalino-gouvernemental, de la discipline de caserne et apolitique de l'armée, ou dans les camps de travail.

La guerre fournissait au stalinisme un moyen adéquat pour cacher ses crimes, comme l'escarbot se cache mieux dans l'ordure. Un cadavre de plus dans les lignes de combat ou abandonné quelques kilomètres plus loin, ne pouvait provoquer les re-

cherches des autorités, déjà portées à couvrir les auteurs de l'assassinat de révolutionnaires. Lorsque la victime se trouvait au front, il suffisait d'apprendre à sa famille sa « disparition » ou sa « mort » lors de telle ou telle opération, pour la faire tomber dans l'oubli. Dans les cas où il y avait eu détention, la perte de toute trace, pour le détenu comme pour les agents qui avaient effectué l'arrestation, rendait dangereuse et inutile toute investigation ultérieure.

Le stalinisme a mené son travail criminel et contre-révolutionnaire par différents moyens. Par exemple, le rapt à domicile ou dans la rue a été peut-être le moins pratiqué. Ce procédé a été surtout utilisé contre des militants connus qu'il était nécessaire de supprimer avant toute enquête, aussi molle ou factice qu'elle pût être. La méthode la plus générale était la détention la plus régulière par la police d'Etat, de la Généralité ou les agents du S.I.M. et l'internement dans une de ses prisons.

Le S. I. M. (Servicio de Investigacio Militar) était une couverture de la Guépéou. Il légalisait les « tchékas » illégales du stalinisme. Du haut en bas, il était constitué de fonctionnaires stalinistes. Son nom seul jetait l'effroi parmi les révolutionnaires. Selon plusieurs témoins unanimes, pris parmi les organisations ouvrières de Barcelone, et parmi les détenus appartenant à ces organisations dans les diverses prisons, la torture était employée à une échelle considérable. Les travailleurs arrêtés pendant la lutte des barricades de mai furent horriblement torturés pour les obliger à dénoncer des dépôts d'armes qui n'existaient pas dans la majorité des cas. Parmi eux, beaucoup furent de ceux qu'on déclarait « trouvés assassinés au coin des rues ». Mais la torture fut l'unique recours technique du S.I.M. Tous ceux qui ont passé par ses mains ont un tourment à raconter. Y compris dans les cas d'importance moindre, pour lesquels les détenus sortaient libres après leur interrogatoire, ayant été frappés, sinon pire. La possession d'une carte de la CNT ou de la FAI donnait lieu à un déluge d'injures ou de mauvais traitements physiques ; l'appartenance au POUM, ou aux bolcheviks-léninistes, ou à quelqu'un des groupes anarchistes adversaires de la politique du Front populaire entraînait un martyre certain, bien qu'il n'y ait aucune accusation sérieuse. Cependant, quelques militants staliniens qui se permettaient de n'être pas d'accord avec leurs « chefs aimés » ou de critiquer quelque abus scandaleux, furent aussi torturés par le S.I.M. Des combattants des Brigades Internationales mécontents de la méthode disciplinaire ou qui refusaient de s'affilier au parti communiste ; des techniciens militaires pas assez souples pour adopter sans réserve les procédés et dispositions des techniciens russes ; des travailleurs sur qui on avait trouvé un journal ou

un manifeste clandestin (toujours révolutionnaire; la presse fasciste illégale n'a jamais existé) ; tous ceux-là trouvaient place dans les « tchékas » stalinienne.

Après de longs interrogatoires et des tortures, et plusieurs semaines, plusieurs mois, quelquefois de station dans les cachots, venait l'accusation : « trotskisme, espionnage, dépôts d'armes, vente de plans à l'ennemi ». Le détenu était envoyé à la Prison Modèle, d'Etat ou à Monjuich, et on fabriquait un procès fantastique qui n'aboutissait pas dans 98 % des cas, par manque total de base. Il y avait une infinité de procès de ce genre. Le stalinisme accusait sans arrêt d'espionnage les travailleurs fidèles à leur classe ou les techniciens militaires rebelles à leur dictature, tandis que ces chefs militaires, la bureaucratie de l'Etat, ou ses propres rangs politiques, fourmillaient d'authentiques espions.

Ces cas étaient en réalité les plus graves. Sortir de la « tchéka », c'était une garantie, bien qu'incomplète, de vie. Mais il y a des centaines, même des milliers de travailleurs et de militants, qui y sont entrés pour ne plus en sortir. Eux ne peuvent guère donner d'informations, car les morts ne parlent pas.

La bourgeoisie prétend faire croire que l'activité du SIM était dirigée contre les éléments réactionnaires, ce qui n'est vrai que pour un très petit nombre de cas, comparé avec celui des militants ouvriers ou personnes neutres qui avaient été accidentellement en contact avec l'appareil stalinien. Toutes les garanties de la loi étaient accordées aux fascistes ; pour les révolutionnaires, c'était le contraire. La justice fut exercée sur les fascistes, dans les premiers mois de la révolution, par les travailleurs armés, leurs Comités ou leurs organisations de classe. A partir des journées de mai, le gouvernement considérait comme criminelle toute activité dans ce sens. Des membres des Comités furent soumis au Tribunal d'Espionnage et de Haute Trahison pour avoir arrêté des individus notoirement fascistes. La possession d'un pistolet, qui avait servi à abattre l'insurrection militaire, occasionnait aux travailleurs de nombreux mois de prison.

Pendant les derniers mois, il existait encore des « tchékas » dont le gouvernement ignorait l'emplacement et le travail. Parmi les travailleurs arrêtés à Barcelone, on parlait de camps de concentration secrets, fait qui paraissait confirmé par l'existence d'une commission anarcho-syndicaliste semi-secrète pour la localisation des gens disparus. C'est en vain que cette commission fut invitée à plusieurs reprises à rechercher les bolcheviks-léninistes disparus. Elle parvint seulement à découvrir le lieu de détention de quelques bureaucrates de la CNT, dont la « disparition » n'intéressait plus les stalinien.

Il faudra encore beaucoup écrire avant d'arriver à connaître même une partie des noms des militants révolutionnaires qui furent assassinés par le poison stalinien dans l'armée. Dans de nombreux cas, des camarades qui avaient été de longs mois en prison, et mis en liberté faute de bases aux accusations, étaient envoyés directe-

ment au front sous des commandements stalinien avec un rapport secret. Peu de temps après ils étaient assassinés.

Je me limite au cas de Jaime Fernandez et de de José Rodriguez, militants du POUM, le premier bolchevik-léniniste, et le second qui avait assimilé les dures leçons de l'expérience espagnole. Tous deux quittèrent directement le camp de travail pour le front. Lorsqu'on manquait de prétextes légaux, les pistoléros à la solde de la Guépéou trouvaient une manière de satisfaire leurs desseins sanglants. Mais il y en a beaucoup d'autres qui subirent ce sort, dont la mémoire n'a pas conservé le nom, sans compter les simples ouvriers du rang dont on ne connaît jamais le nombre, victimes d'une discipline qui défendait les privilèges, donnait carrière aux arrivistes, et éliminait tout liberté et tout droit politique pour les soldats, sans parvenir à donner à l'armée une véritable organisation.

Dans ce domaine, il est indispensable de dénoncer le criminel travail de Lister et de « El Campesino », chaque jour prônés comme des héros par le stalinisme, et des anciens officiers de l'armée recueillis par ce dernier, comme Burillo et Pozas, ennemis qualifiés du prolétariat, mais d'une utilité militaire douteuse, même pour leur propre gouvernement. Les corps d'armée de Lister et de « El Campesino » furent les janissaires de la contre-révolution. Leur héroïsme était celui de Cavagnac ou de Martinez Campos. Les paysans d'Aragon et de Castille conservaient le souvenir de leur passage avec la haine pour l'ennemi.

De son côté, le gouvernement soutenait activement, la loi en mains, l'œuvre extra-légale du stalinisme, et lui abandonnait les rênes. Lors de la constitution du cabinet Négrin, à la suite de la défaite de mai 1937, le Président répondait à une interrogation sur les rumeurs d'armistice : « Avant de parler d'armistice, il faut désarmer et pacifier l'arrière. » Alors commença la sanglante vague de répression qui remplit toutes les prisons d'Espagne de révolutionnaires. Le POUM, les bolcheviks-léninistes et les « Amis de Durruti » passèrent automatiquement dans l'illégalité, sans décret préalable de dissolution. Les locaux ouvriers, arrachés les armes à la main aux fascistes, furent envahis par la Garde d'Assaut pourvue de mitrailleuses, de tanks et d'artillerie qui manquaient aux combattants. L'assaut le plus important fut celui contre le Comité de Défense installé dans l'ancien édifice des moines Escolapios. Une vingtaine de tanks entourèrent l'édifice dans la nuit. Les occupants résistèrent. L'artillerie commença à tirer. Le matin quelques usines quittèrent le travail en signe de protestation. L'irritation du prolétariat était si grande qu'on pouvait prévoir de nouvelles journées de mai... Mais l'intervention du Comité Régional de la CNT brisa le mouvement et obligea les assiégés à se rendre. A partir de ce moment, tous ceux qui avaient appartenu aux Comités primitifs, aux Patrouilles de contrôle ou aux Milices de l'Arrière, étaient assurés d'être renvoyés devant le Tribunal d'Espionnage et de Haute Trahison.

Ce tribunal semi-militaire, de caractère secret et tout à fait sommaire, avait reçu de la loi droit de vie et de mort sur les accusés. Un simple désac-

cord avec la politique du gouvernement donnait un caractère légal à l'accusation de haute trahison et entraînait un verdict fatal du Tribunal. Des condamnations à dix, vingt ans de prison ont été prononcées contre des travailleurs qui avaient lu un manifeste clandestin. Les procès des bolcheviks-léninistes et du POUM ont établi avec évidence le caractère réactionnaire qui se cachait sous les mots « espionnage et haute trahison ».

La terreur illégale des staliniens et la terreur approuvée par le gouvernement se complétaient. La première servait de force de choc et de guide pour la seconde. Le but était le même : écraser les révolutionnaires, liquider tout noyau prolétarien ou fidèle à la conception de la révolution sociale. Même en étant soumis à la procédure terroriste prescrite par la loi, on n'était pas à l'abri d'un assassinat subit. A la Prison Modèle ou à Monjuich, on appelait fréquemment pour de nouveaux interrogatoires des camarades qui étaient restés pendant des mois dans les souterrains des « tchékas ». Quelques-uns ne sont pas revenus. L'insécurité pour les révolutionnaires était telle en prison que, lorsqu'on entraînait dans la prison appelée « d'Etat », le directeur se croyait obligé de vous assurer que chez lui on pouvait être tranquille.

Les camps de travail constituaient le chapitre le plus horrible de la terreur légale. Des milliers de travailleurs de toutes tendances y ont subi des souffrances dont seuls ils pourraient parler exactement. Soumis à un régime de travail très dur pendant douze ou quatorze heures par jour, avec 100 grammes de pain et cent grammes de lentilles pour tout aliment, les camarades qui en sortaient après deux ou trois mois pour assister à leur procès étaient anémiés à un degré que l'homme ne semblait pas pouvoir supporter. Le régime de ces camps n'avait rien à envier à celui de Hitler. Coups de crosse et de bâton étaient courants. Les fusillades étaient si fréquentes qu'après deux semaines elles n'impressionnaient plus les camarades internés. Dans le camp numéro 1, sous le commandement du commandant Astorga, staliniens

qui avait été en prison où il vivait familièrement avec les fascistes de la cinquième Galerie, vingt hommes furent fusillés à leur arrivée, parce qu'ils étaient soi-disant de faux malades, et inaptes au travail. Théodoro Sanz, un bolchevik-léniniste qui se trouvait parmi eux, n'échappa avec difficulté que parce qu'il put démontrer que ses blessures venaient de la guerre. Les équipes de travail étaient formées d'escouades de quinze hommes. Si l'un s'échappait, les quatorze autres étaient immédiatement fusillés. Ainsi trouvèrent la mort un grand nombre des meilleurs militants du prolétariat espagnol légalement assassinés par le gouvernement du Front populaire.

La division du travail à l'intérieur des prisons ou dans les camps de travail est aussi un indice excellent pour voir où inclinait la répression gouvernementale. Ainsi, toutes les charges qui supposaient quelques facilités ou privilèges (écritures, cuisiniers, responsables d'escouades, etc...) étaient occupées par les fascistes. D'autre part, nombre d'entre eux se faisaient libérer des camps contre de l'argent.

La presse bourgeoise mondiale alimente son public avec des récits horribles, mais la vérité est que la répression gouvernementale contre les fascistes fut très modérée. La nécessité de conquérir la confiance de la bourgeoisie nationale et internationale sur laquelle Négrin basait sa politique, lui imposait la tolérance ; il voulait les attirer. Et, à l'époque où existait le second pouvoir des Comités, la répression fut insuffisante par manque d'organisation centralisée.

Cette même politique directrice conduisit le gouvernement aux crimes de la répression légale, en donnant clandestinement le champ libre aux bandes de la Guépéou ; si la Révolution fut vaincue, si la guerre est une déroute, et si Franco soumet aujourd'hui les travailleurs à l'esclavage et à la répression, l'unique responsable, le précurseur de Franco est le gouvernement du Front populaire et son principal représentant, le stalinisme.

Février 1939.

G. MUNTIS.

## POUR DÉMASQUER LE TERRORISME STALINIEN

LISEZ LES OUVRAGES SUIVANTS

L. Trotsky - <i>L'assassinat de Kirov</i> .....	3 fr.
L. Trotsky - <i>Les crimes de Staline</i> .....	18 fr.
K. Landau - <i>Le Stalinsme en Espagne</i> .....	2 fr.
L. Sedov - <i>Livre Rouge sur le procès de Moscou</i> .....	2 fr.
A. Rosmer, Wullens et V. Serge - <i>L'Assassinat d'Ignace Reiss</i> .....	7 fr.

AUX PUBLICATIONS POPULAIRES